

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DES HAUTS DU VAL DE SAÔNE**

Séance du 18 juillet 2013

**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
Département de la
Haute-Saône

**NOMBRE DE
MEMBRES**

Afférents : 92
En exercice : 92
Ont pris part :
37+3 pouvoirs

**Date de la
convocation :**
11.07.2013

Date d'affichage :
22/07/2013

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Le quorum n'ayant pas été atteint le 11 juillet 2013, le conseil communautaire s'est à nouveau réuni le 18 juillet 2013.
L'an deux mille treize, le dix-huit juillet à vingt heures trente, les membres du Conseil de la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône, dûment convoqués se sont réunis en session ordinaire à la salle de convivialité de Gevigney-et-Mercey.

Étaient présents Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires :

LEMERCIER	Arnaud	ABONCOURT GESINCOURT	TITULAIRE
LAILLET	Cyril	ABONCOURT GESINCOURT	TITULAIRE
MERCIER	Guy	AISEY ET RICHECOURT	TITULAIRE
GIRARDOT	Jean-Luc	ARBECEY	TITULAIRE
LÉCORNEY	Régis	ARBECEY	TITULAIRE
AEBISCHER	Blandine	AUGICOURT	TITULAIRE
BILICHTIN	Lydie	BETAUCOURT	TITULAIRE
FAVRET	Jacky	BLONDEFONTAINE	TITULAIRE
BILLY	Michel	BOUGEY	TITULAIRE
BERTIN	Guy	BOURBEVELLE	TITULAIRE
COLOTTE	Christian	BOURBEVELLE	TITULAIRE
BERTHO	Bernard	CENDRECOURT	TITULAIRE
COCAGNE	Daniel	CENDRECOURT	TITULAIRE
LAURE-LIBERSA	Joëlle	COMBEAUFONTAINE	TITULAIRE
LITZLER	Christine	CORRE	TITULAIRE
BEL	Philippe	FOUCHECOURT	TITULAIRE
CARTERET	Marie-Ange	GEVIGNEY-MERCEY	TITULAIRE
VANDERKAM	Claude	GOURGEON	TITULAIRE
BUISSON	Frédéric	JUSSEY	TITULAIRE
BAZEAUD	Didier	LA ROCHE MOREY	TITULAIRE
GIRARDOT	Rémy	LAVIGNEY	TITULAIRE
PAULIN	Etienne	LAVIGNEY	TITULAIRE
SAINT AVIT	Jean	MALVILLERS	TITULAIRE
DROUHOT	Denis	MOLAY	TITULAIRE
ANDRE	Nicolas	MONTIGNY LES CHERLIEU	TITULAIRE

GALLAUZIAUX	Patrick	ORMOY	TITULAIRE
BROSCHARD	Christian	ORMOY	SUPPLEANT
MARTEL	Raymond	RAINCOURT	TITULAIRE
ROST	Martine	RANZEVILLE	TITULAIRE
SINNGRUN	Judith	ROSIERES SUR MANCE	TITULAIRE
SIMONIN	Patrick	SAINT MARCEL	TITULAIRE
LAMARRE	Patrick	TARTECOURT	TITULAIRE
VIRIOT	Jean-François	TARTECOURT	TITULAIRE
PEIGNEY	Paul	VERNOIS SUR MANCE	SUPPLEANT
JAMEY	Christian	VILLARS LE PAUTEL	TITULAIRE
COLLENOT	René	VITREY SUR MANCE	TITULAIRE

Pouvoirs : 3

Philippe GARRET à Philippe BEL
Véronique HARMAND à André NICOLAS
Vincent GAUMET à Michel BILLY

La présidence de séance est assurée par Monsieur Frédéric BUISSON.

Le Conseil a choisi pour secrétaire de séance : Christian JAMEY

95. Marchés de Voirie

Monsieur le Président présente le résultat des consultations effectuées en vue du choix de l'entreprise pour les travaux de voirie 2013 suite à la réunion de la Commission MAPA en date du 24 juin 2013.

La Commission MAPA propose d'attribuer, conformément à l'article 33 du Code des Marchés Publics :

le lot 1 à l'entreprise COLAS pour un montant de 30 504.50 € HT

le lot 2 à l'entreprise COLAS pour un montant de 81 662.50 € HT

Après délibération, le Conseil Communautaire

➤ **décide d'attribuer** conformément à l'article 33 du Code des Marchés Publics :

le lot 1 à l'entreprise COLAS pour un montant de 30 504.50 € HT

le lot 2 à l'entreprise COLAS pour un montant de 81 662.50 € HT

➤ **autorise** le Président à signer les marchés correspondants.

Voté à l'unanimité

96. Temps partiel au sein de la CCHVS

Le Président rappelle à l'assemblée que le temps partiel et le temps partiel de droit constituent des possibilités d'aménagement du temps de travail pour les agents publics.

Les principes généraux sont fixés par les dispositions législatives et réglementaires suivantes :

- articles 60 à 60 bis de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- article 9 de l'ordonnance n°82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif,
- décret n°2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale.

Le temps partiel s'adresse : aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents non titulaires employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an.

L'autorisation qui ne peut être inférieure au mi-temps, est accordée sur demande des intéressés, sous réserve des nécessités, de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

Le temps partiel de droit pour raisons familiales s'adresse : aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires et aux agents non titulaires.

Pour l'essentiel identique au temps partiel, sous certaines conditions liées à des situations familiales particulières, le temps partiel de droit est accordé sur demande des intéressés, dès lors que les conditions d'octroi sont remplies.

Dans les deux cas, le travail peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel (*année scolaire pour le personnel enseignant*).

Il appartient donc au Conseil Communautaire après avis du Comité Technique Paritaire, d'ouvrir la possibilité d'exercice du temps partiel dans la collectivité et d'en définir les modalités d'application. En effet, la réglementation précitée fixe le cadre général dans lequel s'exerce le temps partiel mais ne réglemente pas certaines modalités qui doivent être définies à l'échelon local.

C'est au Président chargé de l'exécution des décisions du Conseil Communautaire d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services.

Vu la saisine du Comité Technique Paritaire envoyée le 02/07/2013,

Le Président propose au Conseil Communautaire d'instituer le temps partiel et d'en fixer les modalités d'application.

- le temps partiel peut être organisé dans le cadre hebdomadaire
- le temps partiel de droit pour raisons familiales peut être organisé dans le cadre hebdomadaire
- les quotités de temps partiel sur autorisation seront fixées au cas par cas entre 50 et 99 %,
- la durée des autorisations est fixée à 1 an renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique dans la limite de trois ans. A l'issue de ces trois ans, la demande de renouvellement de la décision doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresses.
- les demandes devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée (*pour les personnels enseignants, ce délai est fixé par la réglementation au plus tard au 31 mars précédant l'ouverture de l'année scolaire*),
- les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période, pourront intervenir :
 - . à la demande des intéressés dans un délai de deux mois avant la date de modification souhaitée,
 - . à la demande du Président si les nécessités du service et notamment une obligation impérieuse de continuité le justifie.
- la réintégration anticipée à temps plein sera accordée pour motif grave.
- pendant les périodes de formation professionnelle incompatibles avec l'exercice des fonctions à temps partiel (*formation d'adaptation à l'emploi, formation continue, préparation aux concours*), l'autorisation de travail à temps partiel des agents non-titulaires sera suspendue.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide d'instituer le temps partiel selon les modalités exposées ci-dessus, pour les agents de la CCHVS.

Voté à l'unanimité

97. Journée de solidarité

Vu la loi n° 83 -634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84 -53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2004 -626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées instituant une journée de solidarité,

Vu la loi n° 2008 -351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité,

Vu l'avis du Comité technique paritaire en date du 27 juin 2013,

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée qu'il appartient au Conseil communautaire d'instituer une journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées en application des dispositions susvisées, pour l'ensemble du personnel titulaire et non titulaire. La décision est soumise à l'avis préalable du Comité technique paritaire.

Vu la saisine du CTP en date du 02/07/13

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- d'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant :

► le travail d'un jour férié précédemment chômé, autre que le 1^{er} mai, à savoir le lundi de Pentecôte pour les agents à temps complet travaillant le lundi,

► le travail de sept heures précédemment non travaillées (à l'exclusion des jours de congés annuels) pour les agents à temps complet ne travaillant jamais le lundi, à effectuer au cours de l'année civile

► le travail de sept heures précédemment non travaillées (à l'exclusion des jours de congés annuels) pour les agents à temps non complet ou à temps partiel proratisées proportionnellement à leur quotité de temps de travail, à effectuer au cours de l'année civile.

- autorise le Président ou son délégué à signer tout document utile relatif à ce dossier »

Voté à l'unanimité

98. Régime Indemnitaire : IEMP pour le personnel administratif

Le Président propose de mettre en place une indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP) au personnel administratif à savoir aux agents administratifs et aux Agent de Développement à partir de l'année 2013.

Le montant moyen de cette IEMP est défini par l'application d'un coefficient multiplicateur (défini dans chaque arrêté par le Président en fonction des responsabilités, de l'investissement, des missions... des agents) appliqué au montant de référence fixé par arrêté ministériel.

Après délibération, le Conseil Communautaire :

► décide de mettre en place le régime indemnitaire (IEMP) au personnel administratif à savoir aux agents administratifs et aux Agent de Développement à partir de l'année 2013.

► autorise le Président à établir les arrêtés correspondants

► autorise le Président à verser ces indemnités.

Voté à la Majorité. 1 abstention : Lydie BILICHTIN

99. Régime Indemnitaire (IAT)

Le Président propose :

De reconduire l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) à l'Adjoint Administratif Principal à partir de l'année 2013 (indemnité allouée par la

CCPJ en 2005).

D'instaurer l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) à l'Adjoint Technique Principal à partir de l'année 2013.

Le montant moyen de ces IAT est défini par l'application d'un coefficient multiplicateur au montant de référence annuel fixé par arrêté ministériel.

Après délibération, le Conseil Communautaire :

- décide de mettre en place le régime indemnitaire (IAT) pour l'Adjoint Administratif Principal et l'Adjoint Technique Principal
- autorise le Président à établir les arrêtés correspondants
- autorise le Président à verser ces IAT mensuellement

Voté à l'unanimité

100. Convention utilisation locaux périscolaires – Combeaufontaine – Été 2013

Le Président expose :

- L'association Familles Rurales de Combeaufontaine organise comme chaque année un centre de loisirs pendant les 3 premières semaines des vacances d'été
- Le syndicat mixte pour l'Ecole Primaire de Combeaufontaine dispose de locaux neufs et répondant aux normes d'accueil des Centres de Loisirs Sans Hébergement

Le Président propose qu'une convention soit signée entre l'association Familles Rurales, le SMEP de Combeaufontaine et la CCHVS pour l'utilisation de ces locaux à TITRE GRATUIT dans le cadre de l'organisation du centre de loisirs Été 2013.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire accepte cette proposition et autorise le Président à signer les actes nécessaires.

Voté à l'unanimité

101. Exercice de la compétence périscolaire/extrascolaire par la CCHVS

La Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône a la compétence périscolaire/extrascolaire, depuis le 1er janvier 2013. Cette dernière est exercée pleinement sur la commune de Jussey, la commune ayant la compétence auparavant, et étant intégralement comprise dans notre périmètre.

Or, sur les autres sites, la compétence est exercée selon le principe de représentation substitution :

En effet, dans la majorité des cas, ces services sont actuellement gérés par des syndicats scolaires qui regroupent, outre des communes qui sont dans la communauté de communes, des communes qui n'en font pas partie.

C'est le cas pour :

- Syndicat scolaire de Combeaufontaine (qui ne fait pas partie de la CCHVS : Confracourt)
- Syndicat scolaire de La Roche Morey (qui ne fait pas partie de la CCHVS : La Rochelle)
- Syndicat scolaire de Vitrey-sur-Mance (qui ne fait pas partie de la CCHVS : Ouge)
- Syndicat scolaire de Purgerot (qui ne font pas partie de la CCHVS : Chargey les Port, Purgerot)

- Syndicat scolaire de Corre (qui ne fait pas partie de la CCHVS : Jonvelle, Bousseraucourt, Montcourt, Vougécourt (qui doivent rejoindre la CCHVS au 1^{er} janvier 2014) La Basse Vaivre, Demangeville)

Ces syndicats ont à la fois la compétence scolaire et la compétence périscolaire, et parfois extrascolaire.

En vertu de l'article L.5214.21 du CGCT et afin d'exercer pleinement cette compétence, la Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône demande aux syndicats scolaires de bien vouloir modifier leurs compétences, en retirant ce qui a trait au péri et extrascolaire à compter du 1^{er} janvier 2014.

La Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône signera à compter de cette date des conventions avec les collectivités compétentes pour l'accueil des enfants hors de notre périmètre.

La présente délibération sera adressée à chacun des syndicats afin que ces derniers se prononcent sur la modification de leurs statuts. Une fois leur délibération prise, ils devront la notifier à chacun de leurs membres (communes et communautés de communes).

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- Approuve cette proposition
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

Voté à l'unanimité

102. aménagement numérique

Exposé des motifs :

A l'occasion de plusieurs conférences des exécutifs, le Conseil Général de la Haute-Saône et les Communautés de communes ont formulé l'ambition d'une couverture cohérente et homogène du territoire en infrastructures de communication électronique et en services numériques à très haut débit (THD).

Cet objectif s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) adopté par le Conseil général de la Haute-Saône le 28 novembre 2011. Ce document de référence propose la mise en place d'un réseau de nouvelle génération à très haut débit, capable de supporter des services toujours plus variés et nombreux.

Face aux intentions d'investir très limitées des opérateurs privés, la construction d'un tel réseau repose très majoritairement sur l'initiative publique. Seul un investissement fort, pérenne et conjoint de tous les acteurs publics permettra la construction de ce réseau, de manière progressive et pragmatique, autant que possible en complément des réseaux existants.

A l'initiative du Conseil Général, et réunis par cet objectif commun, les communautés de Communes de la Haute-Saône et le département ont souhaité assurer la mise en œuvre concrète de l'ambition décrite dans le SDTAN en assurant, au travers d'un Syndicat mixte, la synergie de leurs efforts.

L'enjeu implique que les collectivités membres du Syndicat mixte s'engagent financièrement sur la durée.

Dans le cadre du plan « France Très Haut Débit », de la Stratégie de Cohérence Régionale pour l'Aménagement Numérique et du Schéma directeur territorial d'aménagement numérique, elles souhaitent s'engager dans cette démarche ambitieuse en créant un réseau d'initiative publique cohérent avec les infrastructures des opérateurs privés.

Au fur et à mesure de son déploiement, le réseau THD répondra aux objectifs suivants :

- assurer l'aménagement solidaire et l'attractivité économique de l'ensemble du territoire départemental ;

- offrir un ensemble de services dans des conditions techniques en adéquation avec les besoins des différents utilisateurs (particuliers, entreprises, administrations) ;
- permettre aux différents opérateurs de télécommunication de proposer un service de qualité à un tarif abordable.

Telle est l'ambition portée par le Syndicat mixte « Haute-Saône Numérique ».

La Communauté de Communes des Hauts du Val de Saône a formulé dans son pacte statutaire sa volonté d'accompagner au côté du Département le déploiement du THD sur son territoire. Cette volonté politique se traduit dans un premier temps

- par une délibération portant sur l'extension de compétence sous réserve de l'accord des communes (Toutes les communautés de Communes de la Haute Saône sont associées à ce projet ambitieux. Aussi il convient pour toutes d'avoir la même compétence « aménagement numérique ».

et dans un second temps

- par une délibération portant l'adoption des statuts et l'adhésion au syndicat dès publication de l'arrêté de création.
- Par une délibération désignant le titulaire et le suppléant au sein du SMIX.

VU les articles L.1425-1 et suivants, L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales;

VU le rapport présenté par les services du Conseil général de la Haute-Saône;

VU les statuts du syndicat mixte « HAUTE-SAONE NUMERIQUE »;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire de la Communauté de communes des Hauts du Val de Saône:

Décide l'extension de son objet, au titre des compétences obligatoire « développement économique » à la compétence suivante, sous réserve de l'accord des communes membres, exprimé dans les conditions fixées à l'article L.5211-5 du Code général des collectivités territoriales :

- L'établissement, par réalisation, acquisition ou location, sur le territoire du département de la Haute-Saône et les espaces riverains, d'infrastructures et réseaux de communications électroniques très haut débit de dimension départementale, sans interférer dans la mise en œuvre des réseaux de communications électroniques établis par ses membres pour leurs besoins propres (sauf à leur demande expresse) ;
- la réalisation d'opérations de montée en débit dans une perspective à terme de couverture THD ;
- l'établissement, par réalisation, acquisition ou location, sur le territoire du département de la Haute-Saône et les espaces riverains, d'infrastructures et réseaux de téléphonie mobile permettant l'accès des utilisateurs aux technologies Internet ;
- l'acquisition des droits d'usage nécessaires auprès des autorités compétentes ;
- la gestion, l'exploitation et la maintenance des infrastructures et des réseaux ;
- l'organisation et la mise en œuvre de tous les moyens permettant d'assurer, dans les conditions prévues par la loi, le développement et la promotion des services de communications électroniques correspondant à ces infrastructures et réseaux ;
- l'activité "d'opérateur d'opérateurs" en mettant à la disposition des opérateurs de service la capacité et/ou les infrastructures et équipements nécessaires à

leur activité ;

- l'offre de services de communications électroniques aux opérateurs de réseaux indépendants ;
- la commercialisation des infrastructures et des réseaux auprès d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants
- le cas échéant, en cas d'insuffisance d'initiatives privées, la fourniture de services de communications électroniques à l'utilisateur final ;
- toute réalisation d'études intéressant son objet.

Voté à l'unanimité

103. adhésion au syndicat mixte « Haute-Saône Numérique »

Suite à l'exposé de Monsieur le Président,

VU les articles L.1425-1 et suivants, L.5211-17 du Code général des collectivités territoriales;

VU le rapport présenté par les services du Conseil général de la Haute-Saône;

VU les statuts du syndicat mixte « HAUTE-SAONE NUMERIQUE »;

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'adhérer au syndicat mixte « HAUTE-SAONE NUMERIQUE » et adopte les statuts tels qu'ils sont présentés en annexe au rapport sous réserve de l'accord des communes membres exprimé dans les conditions fixées au l'article L.5211-5 du CGCT ;
- de désigner M... délégué titulaire et M... délégué suppléant pour siéger au sein du Comité syndical ;
- d'autoriser le Président du Conseil communautaire à signer, au nom de la Communauté de communes, tout acte en rapport avec cette adhésion.

Voté à l'unanimité

104. Mise à disposition du véhicule communautaire à l'Office de Tourisme des Hauts du Val de Saône

Le Président expose que dans le cadre de l'organisation des animations, l'office de tourisme a recours aux véhicules personnels de ses agents pour des activités qui nécessiteraient un utilitaire.

Dans le cadre de la mutualisation des moyens et compte tenu de la comptabilité des usages avec les agents techniques de la CCHVS les lundis, jeudis et vendredis, le Président propose de mettre à disposition le véhicule communautaire à destination des agents de l'office de tourisme les mardis et mercredis.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire

- Approuve cette proposition
- Autorise le Président à signer tous les actes nécessaires à ce dossier

Voté à l'unanimité

**Le Président,
Frédéric BUISSON**

